

ÉTATS-UNIS

La productivité s'est accélérée à un rythme relativement rapide et le niveau de vie est élevé en moyenne. Malgré tout, le taux d'utilisation des ressources en main-d'œuvre est en baisse, l'inégalité des revenus est très marquée et va en s'accroissant. Aucun grand programme de réformes n'a été réalisé aux États-Unis ces dernières années. Des progrès pourraient être accomplis sur le plan de l'efficacité et de l'équité en remédiant à certaines faiblesses dans les domaines évoqués ci-après.

Priorités fondées sur des indicateurs

Améliorer l'enseignement primaire et secondaire

Malgré des dépenses par élève plus élevées que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, les résultats sont médiocres pour l'enseignement obligatoire, les scores PISA étant parmi les plus mauvais dans la zone de l'OCDE, ce qui freine les gains de productivité.

Mesures prises : aucune initiative majeure depuis l'adoption de la loi « No Child Left Behind » en 2002, reconduite en 2007. Le gouvernement a proposé d'importants investissements pour la rénovation des établissements scolaires et le financement de programmes éducatifs.

Recommandations : achever la mise en œuvre de la loi « No Child Left Behind » dans tous les États et l'étendre au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Renforcer la responsabilité et la transparence de ce dispositif en exigeant que les performances soient systématiquement mesurées. Il faudrait aussi que les élèves des établissements les moins performants puissent librement choisir un autre établissement.

Limiter le coût du système de santé

La situation sanitaire globale de la population des États-Unis n'est pas à la hauteur de celle qui prévaut dans la plupart des autres pays de l'OCDE, malgré le niveau relativement élevé des dépenses de santé par habitant. Beaucoup d'Américains ne sont pas correctement couverts contre le risque maladie. A plus long terme, le gonflement des dépenses pour Medicare est la principale menace pour la viabilité des finances publiques.

Mesures prises : le Programme d'assurance maladie des enfants au niveau des États, qui assure la gratuité de l'assurance maladie aux enfants des familles à bas revenu, a été prolongé et élargi. Le gouvernement entend informatiser tous les dossiers médicaux dans un délai de cinq ans.

Recommandations : pour réduire les risques d'antisélection et les coûts administratifs sur le marché des assurances de personnes, il faudrait imposer les polices d'assurance à tarification uniforme et admission garantie et rendre obligatoire l'assurance maladie. Il faudrait introduire des aides sous conditions de ressources pour que les titulaires de bas revenus puissent financer leur assurance maladie. Pour financer ces aides et réduire l'aléa moral, il faudrait plafonner ou supprimer l'exonération fiscale illimitée dont bénéficie l'assurance maladie d'entreprise.

Réduire le soutien à la production agricole

Le soutien à l'agriculture, bien qu'inférieur à la moyenne de la zone de l'OCDE, provoque néanmoins de fortes distorsions et maintient trop de ressources dans des activités à faible productivité.

Mesures prises : en partie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, une loi de 2007 a fixé des normes obligatoires pour les carburants, applicables à partir de 2008, afin d'accroître la part des énergies renouvelables dans la consommation totale de carburants, l'objectif étant de remplacer 15 % de la consommation prévisible d'essence en 2017. La loi agricole de 2008 a porté à un chiffre estimé à 25 % la proportion d'essence devant être remplacée par des énergies renouvelables en 2022. En faisant pression à la hausse sur le prix de certains produits de base, ces mesures augmentent indirectement le soutien à l'agriculture.

Recommandations : réduire les subventions aux producteurs agricoles et ne pas les lier à certains intrants ou certaines productions. Éliminer progressivement, en particulier, les avantages fiscaux et les autres dispositions (notamment les droits de douane sur l'éthanol importé) qui ont augmenté la demande de biocarburants à base de maïs produits dans le pays.

Autres grandes priorités

- **Régulation financière.** Améliorer et rationaliser le cadre réglementaire pour qu'il soit plus unifié et plus complet, en s'appuyant sur le « Plan de structure réglementaire modernisée du secteur financier » élaboré par le Trésor, de façon que le système financier des États-Unis puisse jouer plus efficacement son rôle d'intermédiation entre les épargnants et les investisseurs, en favorisant ainsi la croissance économique. Les réformes devront renforcer la régulation des institutions financières importantes d'un point de vue systémique. Une fois passée la crise financière, il faudrait que le financement du logement soit laissé entièrement à un secteur privé bien réglementé.
- **Structure du système fiscal.** Réduire le coût d'efficacité de la fiscalité en élargissant les bases d'imposition et passer à un système qui ferait davantage appel à l'impôt sur la consommation par rapport à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, notamment en alourdissant la taxation de la consommation d'énergies fossiles, ce qui améliorerait en outre les résultats environnementaux. Cela ménagerait une marge de manœuvre budgétaire pour réduire l'impôt sur le revenu de la plupart des familles américaines, comme l'a promis le gouvernement, et pour financer les coûts budgétaires liés à la crise financière actuelle.

ÉTATS-UNIS

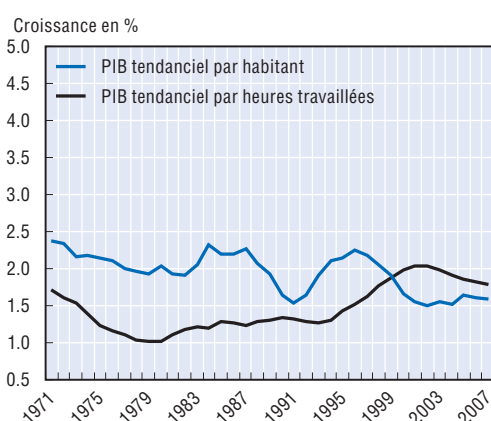
Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance tendancielle, en pourcentage

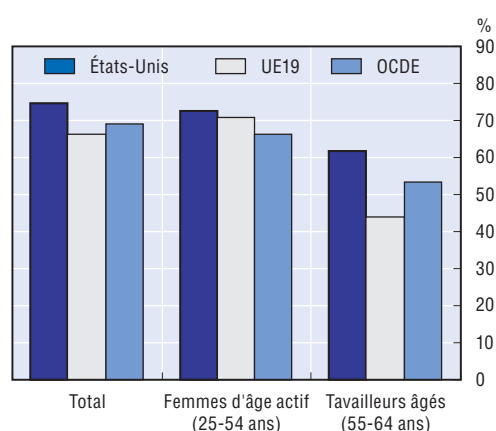
	1997-2007	1997-2002	2002-2007
PIB par habitant	1.7	1.7	1.6
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	-0.2	-0.2	-0.3
dont : Taux d'emploi	-0.1	0.0	-0.1
Nombre moyen d'heures travaillées	-0.2	-0.2	-0.2
Productivité du travail	1.9	1.9	1.9
dont : Intensité capitalistique	1.1	1.3	1.0
Productivité multifactorielle	0.8	0.7	0.9

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 2008/2, n° 84.

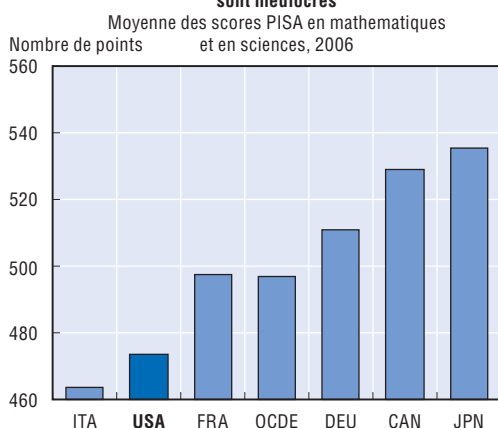
A. La croissance du PIB tendancielle est en baisse



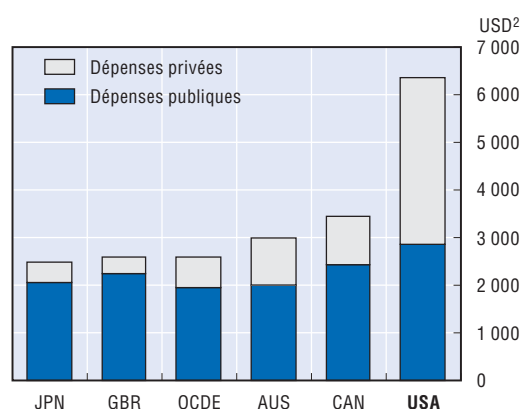
B. Les taux d'emploi sont élevés, 2007



C. Les performances dans l'enseignement obligatoire sont médiocres



D. Les dépenses de santé par habitant sont très élevées, 2005



1. Moyenne pondérée pour les pays de l'OCDE, sans les États-Unis.

2. USD convertis sur la base des PPA pour le PIB.

Source : Graphique A : OCDE, *Base de données des comptes nationaux*; graphique B : OCDE, *Base de données des statistiques de la population active*; graphique C : *Base de données PISA 2006*; graphique D : OCDE, *Base de données de la santé*.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/533826616320>